



Les personnels continuent de refuser la loi Blanquer

Ils veulent l'action efficace pour gagner !

Depuis le début de la mobilisation contre les réformes Blanquer, dans les écoles et les établissements, dans les AG de secteurs, les personnels débattent des moyens efficaces pour faire reculer le ministre. Face à un gouvernement qui refuse d'entendre les revendications, qui n'hésite pas à réprimer les manifestants et les syndicalistes avec une violence inouïe, il faut créer un réel rapport de force.

La question de la grève est au centre des discussions dans les AG. La grève pour gagner. La grève jusqu'au retrait.

Se réunir et décider !

Pendant des semaines, dans de nombreuses localités et départements, les enseignants ont décidé la grève, et parfois sa reconduction (Angers, Paris, Toulouse...). Les personnels ne veulent pas rester l'arme au pied, et en même temps ils refusent les journées d'action sans lendemain. Ils veulent l'efficacité pour gagner.

Dans les urgences hospitalières, 66 services sont en grève, et un comité de grève inter-urgences avec les syndicats a été élu et prépare une montée nationale jeudi 6 juin pour voir la ministre de la santé. Dans chaque service des urgences, la grève est débattue, décidée et reconduite en AG, avec le soutien des organisations syndicales. Le mouvement est organisé et contrôlé par les personnels, dans l'unité, pour gagner. Ils ont raison !

Le combat pour le retrait de la loi Blanquer se poursuit

Face à la mobilisation incessante des enseignants, le ministre a dû annoncer à la mi-mai, la suppression de l'article sur les EPLESF, arguant que « les débats ont montré que le sujet n'était pas totalement mûr ». Certes, le contenu réactionnaire de la loi demeure, mais le ministre a été contraint de retirer un article et pas des moindres. C'est une indication sur la fragilité du ministre et du gouvernement, confrontés à la colère des salariés.

Face à cette immense colère qui a explosé il y a plus de 6 mois, le gouvernement maintient sa politique d'austérité et de baisse des salaires. Il maintient son projet de loi « de transformation de la fonction publique » pour faire sauter les statuts et privatiser les services publics. Il maintient la loi Blanquer et toutes les contre-réformes engagées dans l'Education Nationale (Parcoursup, baccalauréat, réforme du lycée...). Il maintient son projet de retraites par points, visant la liquidation des 42 régimes de retraites existants.

Il ne laisse pas d'autre choix que le rapport de force pour le faire reculer.

La FNEC FP-FO appelle les personnels à se réunir en assemblées générales dès maintenant, pour débattre des moyens à mettre en œuvre pour gagner, et des rythmes pour ce faire. Elle a déposé un préavis pour toute la période du mois de juin. Elle appuie toutes les initiatives engagées pour faire échec à la politique du gouvernement et soutient activement toutes les AG qui décideront de s'engager dans la grève.